



Le coureur éthiopien Feyisa Lilesa a tendu vers le ciel ses deux poignets croisés pour dénoncer l'oppression de son ethnie à l'arrivée du marathon des Jeux de Rio en 2016. Un geste qu'il a, notamment, répété en 2017 à Londres. © BELGA

Les poings levés au risque de leur vie

SPORT ET POLITIQUE

Ce mardi est la Journée internationale des droits de l'homme. Certains sportifs n'ont pas hésité à utiliser leur notoriété pour dénoncer la violation de ceux-ci.

La Journée des droits de l'homme est célébrée chaque année le 10 décembre, jour anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948.

Les droits fondamentaux qu'elle énonce sont malheureusement loin d'être respectés partout dans le monde. Pour dénoncer ces abus, quelques sportifs courageux ont profité de la vitrine que leur offraient de grands événements sportifs. À l'instar du coureur éthiopien Feyisa Lilesa qui, en franchissant la ligne du marathon des Jeux de Rio en 2016 en deuxième position, a tendu vers le ciel ses deux poignets croisés pour dénoncer l'oppression de son ethnie, les Oromos. Quelques heures plus tard, Lilesa récidivait en recevant sa médaille d'argent.

Ce geste s'était imposé comme le symbole de la résistance de la population au pouvoir central d'Addis-Abeba. À la différence près que dans les manifestations de contestation qui avaient lieu partout en Éthiopie, les poignets étaient croisés dans le dos, de façon à ne pas être re-

connu et à ne pas subir de représailles. Lilesa, lui, l'a fait de face! Ce faisant, le coureur éthiopien savait très bien qu'un retour au pays serait difficile. Il connaissait très bien le sort réservé aux opposants: emprisonnement, torture, exécution.

Wolde, Bikila et les autres

Il est néanmoins assez rare que les podiums olympiques servent aux revendications politiques. La raison est simple: c'est interdit! Dans la charte olympique, il est précisé "qu'aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée".

D'ailleurs, ceux qui ont enfreint cette règle ont été punis. Le geste de Lilesa rappelle les poings gantés de Smith et Carlos sur le podium du 200 mètres des Jeux de Mexico en 1968. Tous deux furent exclus du village olympique et il leur fut interdit de prendre encore part à des compétitions d'athlétisme.

Et Lilesa? Le comité olympique ne l'a pas puni. Les autorités éthiopiennes, elles, promirent qu'il n'y aurait pas de sanctions à son encontre. Mais Lilesa n'était pas dupe. Il ne serait pas le premier sportif éthiopien sacrifié sur

l'autel de la politique.

Ce fut le cas pour Mamo Wolde, victorieux du marathon de Tokyo en 1968 et qui fut emprisonné pendant neuf ans au début des années 90 en raison de sa complicité avec l'ancien régime du colonel Mengistu. Même Abebe Bikila avait été brièvement incarcéré entre ses victoires aux marathons de Rome en 1960 et de Tokyo en 1964. À l'époque, il avait été accusé de complot contre l'empereur Haïlé Sélassié. Seule sa notoriété lui avait valu de rester en vie, au contraire de beaucoup de ses collègues de la garde impériale qui furent littéralement mas-

sacrés. Quant à l'accident de voiture qui l'a laissé paraplégique en 1969, il a toujours prétendu qu'il s'agissait en réalité d'un guet-apens.

Bikila est mort d'une hémorragie cérébrale quatre ans plus tard. Lilesa, lui, ne rentrera en Éthiopie qu'en octobre 2018 après plus de deux ans d'exil et la nomination le 2 avril 2018 d'un nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed, qui insufflera dans le pays un renouveau apaisé (*).

Anouk Ramaekers

* Abiy Ahmed a reçu le 11 octobre 2019 le prix Nobel de la Paix pour ses actions ayant conduit à la résolution du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Zoom sur l'Éthiopie

L'Éthiopie est perçue comme un pays relativement stable dans une région du globe tourmentée. Le pouvoir est plutôt chrétien contre une opposition plutôt musulmane. Cela suffit pour que les grandes puissances considèrent le gouvernement éthiopien comme un allié dans sa lutte contre l'islamisme radical et se désintéressent du sort réservé à la population. La presse y a longtemps été muselée et les manifestations antigouvernementales réprimées dans le sang. Il y a eu des cen-

taines de morts entre novembre 2015 et avril 2018. Mais on n'en a guère parlé.

Les raisons de ce conflit? Le gouvernement en place à l'époque était de plus en plus autoritaire et les abus à tous les niveaux étaient innombrables. Certaines des 80 ethnies du pays étaient particulièrement visées par ces exactions, notamment les Oromos. Heureusement, depuis l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed en avril 2018, la situation semble s'être améliorée.